

# Renforcer la coordination et la promotion de la nutrition en Papouasie-Nouvelle-Guinée : Rôle du Fonds commun de SUN



**Otto Tean** est le coordinateur national de l'unité de gestion du programme de nutrition et le point focal national SUN pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG). Il a travaillé pour le ministère de la Planification et du Suivi national pendant près de 20 ans dans l'aile du programme de mise en œuvre des projets.

**Sahr Nouwah** est le coordinateur principal de plaidoyer pour Save the Children en PNG et le coordinateur de l'Alliance de la société civile du Mouvement SUN dans le pays.

**Douglas Apeng** est un praticien de la santé publique et le directeur de SUSU Mamas, une organisation nationale de la société civile. Il a travaillé pour les autorités sanitaires provinciales et des organisations internationales en PNG.

**Tony Basse** est le directeur adjoint de la santé curative (districts) de l'autorité sanitaire provinciale des Eastern Highlands, au sein de laquelle il gère les fonctions cliniques dans les établissements de santé ruraux.

## Encadré 1 Qu'est le Fonds commun de SUN ?

Le Fonds commun de SUN (2018-2020)<sup>2</sup> a été créé en tant que source de financement catalytique de dernier recours pour soutenir les activités de l'Alliance de la société civile SUN (ASC SUN) au niveau national et sous-national. Les subventions ont été administrées par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS). Les recommandations des membres du réseau de la société civile SUN, la stratégie et la feuille de route du Mouvement SUN (2016-2020), et les leçons tirées du fonds d'affectation spéciale multipartenaires du Mouvement SUN ont permis de concevoir le programme de subventions.

Le deuxième guichet du Fonds commun (2019) vise à renforcer les liens et la collaboration au sein de la plateforme multisectorielle/des parties prenantes au niveau national et sous-national (le financement du deuxième guichet est maintenant terminé).

## Introduction

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) est un pays d'Océanie qui occupe la moitié orientale de l'île de la Nouvelle-Guinée et ses îles au large de la Mélanésie, une région du sud-ouest de l'océan Pacifique. Sa population de huit millions d'habitants est l'une des plus diversifiées au monde d'un point de vue culturel, et l'une des plus rurales. Seuls 18 % des habitants vivent dans des centres urbains et la majorité d'entre eux vivent encore dans des groupes sociaux très traditionnels basés sur l'agriculture.

La PNG connaît un grave problème de malnutrition. Depuis 2010, la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans est de près de 50 %, soit le double de la moyenne des pays en développement, qui est de 25 %<sup>1</sup>. La prévalence de l'émaciation, qui est de 14 %, est également supérieure à la moyenne des pays en développement, qui est de 8,9 %<sup>1</sup>. Parmi la population des enfants de moins de cinq ans, la prévalence nationale de la surcharge pondérale est de 13,7 % (2010), ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 3,4 % de 2005<sup>1</sup>. Par ailleurs, près de 26 % des femmes et 17 % des hommes sont obèses<sup>1</sup>.

Figure 1 Six provinces cibles en Papouasie-Nouvelle-Guinée



## Action catalytique en PNG

En 2016, la PNG a rejoint le Mouvement SUN et a lancé plusieurs initiatives pour lutter contre la crise de la malnutrition dans le pays. Le gouvernement, avec le soutien de partenaires de développement, a élaboré la première politique nationale de nutrition (PNN) (2016-2026), un processus politique qui a rassemblé de multiples parties prenantes<sup>3</sup>. Pour tirer parti de ces efforts, les acteurs de la nutrition ont demandé à bénéficier du Fonds commun de SUN (voir encadré 1) afin de renforcer les efforts de coordination en matière de nutrition et de monter une campagne de plaidoyer pour accroître les investissements<sup>4</sup>.

Avec un financement initial de 113 000 USD pour 12 mois, le Fonds commun de SUN a permis la formation d'une Alliance de la société civile SUN (ASC SUN) et a entraîné la nomination du point focal

<sup>1</sup> Rapport mondial sur la nutrition <https://globalnutritionreport.org/media/profiles/v1.9.5/pdfs/papua-new-guinea.pdf>

<sup>2</sup> <https://scalingupnutrition.org/sun-supporters/sun-movement-multi-partner-trust-fund/sun-movement-pooled-fund-2018-2020/>

<sup>3</sup> [https://www.health.gov.pg/pdf/PM-SNNP\\_2018.pdf](https://www.health.gov.pg/pdf/PM-SNNP_2018.pdf)

<sup>4</sup> Le projet Fonds communs SUN est une collaboration entre Save the Children et le gouvernement de PNG. Il est géré par l'UNOPS.

SUN, basé au sein du ministère de la Planification nationale. L'ASC vise à garantir que les organisations de la société civile (OSC) locales contribuent à la politique et aux plans d'action en matière de nutrition, tout en plaidant pour un financement permettant de mettre en œuvre les engagements déjà pris dans les plans de nutrition, et de suivre les progrès. L'ASC a été créé avec 39 membres, tant au niveau national que provincial. Jusqu'à présent, l'unité de gestion du projet a tenu des réunions ponctuelles, mais le projet de Fonds commun plaide pour que les parties prenantes établissent une plateforme multipartite SUN coordonnée par le point focal SUN.

## Élaboration d'un plan d'action chiffré

Une autre étape importante est l'élaboration d'un Plan d'action stratégique national pour la nutrition (PASNN) (2018-2022), dont le coût a été chiffré, et qui donne la priorité aux interventions en matière de nutrition axées sur les 1 000 premiers jours de vie de l'enfant, le traitement de la malnutrition aiguë et l'amélioration des pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants : il n'existe actuellement aucun programme national traitant de la malnutrition aiguë sévère, seules des activités fragmentées étant mises en œuvre dans quelques provinces sélectionnées. Parmi les autres approches sectorielles du PASNN figurent des programmes visant à encourager les pratiques en matière d'eau et d'assainissement et celles qui favorisent la diversité alimentaire. Les activités du plan couvrent les trois premiers objectifs du PNN (2016-2026) : gouvernance, coordination, communication, partenariats, suivi et évaluation et recherche ; renforcement des capacités en matière de nutrition ; et prévention et traitement de la sous-nutrition. La forte prévalence de surcharge pondérale et d'obésité dans le pays n'est pas actuellement traitée par le plan, mais sera intégrée dans d'autres programmes sur une base régulière à l'avenir.

## Créer des liens infranationaux pour renforcer la coordination

L'un des aspects les plus réussis du récent plaidoyer en faveur de la nutrition en PNG est l'établissement de liens indispensables entre les parties prenantes des gouvernements aux niveaux national et infranational. Le leadership et la responsabilisation en matière de réduction de la malnutrition dans le pays ont été faibles jusqu'à présent, mais l'attention se porte désormais sur six des 22 provinces où il est prévu de renforcer la coordination multisectorielle, la collaboration et les actions conjointes en matière de nutrition grâce au déploiement du PASNN. L'inclusion d'acteurs infranationaux tels que les membres de l'ASC-SUN au stade de la planification a contribué à ce que le gouvernement provincial dirige les activités de nutrition et en assume la responsabilité, comme décrit ci-dessous.

Les six provinces cibles ont été sélectionnées sur la base de critères mixtes (niveaux élevés de malnutrition, capacité locale, potentiel d'amélioration de la diversité alimentaire, etc.) et comprennent une série de provinces des hauts plateaux et des régions côtières où les OSC sont actives afin d'éclairer le processus d'apprentissage. L'ASC a collaboré avec les autorités provinciales (en particulier les autorités sanitaires) pour organiser des ateliers de sensibilisation à la nutrition pour les OSC et les décideurs au niveau des districts dans les provinces de Jiwaka et des Eastern Highlands. Par exemple, dans la province de Jiwaka, le travail avec les groupes de femmes via cette formation a conduit à la création d'un comité provincial de nutrition, un modèle qui sera reproduit dans les autres provinces. Une partie importante du travail de ces comités consiste à soumettre des propositions de financement au gouvernement infranational pour entreprendre des activités de nutrition. D'ici la fin de 2020, les budgets infranationaux et nationaux devraient inclure des lignes budgétaires fiscales qui financent directement les activités de la plate-forme multisectorielle spécifiée dans le PASNN.



Séance de nutrition dans la province des Southern Highlands avec des activités destinées à aider les mères à préparer des repas sains en utilisant des produits frais provenant de potagers

## Défis budgétaires

Bien que les développements infranationaux soient encourageants, une analyse du budget du gouvernement de 2018 en PNG a révélé que peu de fonds étaient actuellement alloués à la nutrition, ou dépensés à ce chapitre. De sérieux problèmes sont apparus ; par exemple, l'actuel PASNN, qui se concentre sur les objectifs 1 à 3 du NNP (2016-2026), coûtera plus de 120 millions de dollars. Il faut poursuivre les efforts de sensibilisation pour accroître les investissements en faveur des quatre autres objectifs du PNN (notamment la lutte contre les carences en micronutriments, la surcharge pondérale et l'obésité). Pour soutenir les efforts actuels déployés par l'intermédiaire du Fonds commun SUN, il est urgent d'obtenir des engagements politiques de haut niveau, culminant avec le financement du gouvernement et des bailleurs de fonds.

## Leçons apprises

Les principales leçons à tirer du projet du Fonds commun SUN concernent les budgets et le partage des coûts, notamment le fait que la plupart des efforts sont davantage menés au niveau local que national. Par exemple, les efforts de plaidoyer visant à allouer une ligne budgétaire à la nutrition ont été plus fructueux au niveau des provinces qu'au niveau du gouvernement national. À l'avenir, le plaidoyer en faveur du budget continuera de se concentrer sur les services provinciaux, tandis que le plaidoyer visant les autorités budgétaires nationales s'attachera à souligner la nécessité d'accepter les budgets provinciaux en matière de nutrition. En outre, la coordination avec d'autres organisations s'est avérée très bénéfique, car elle permet de réduire la duplication des activités et d'accroître les actions communes.

## Prochaines étapes

Plusieurs actions clés pour 2020 ont été identifiées, mais elles nécessiteront un financement, un soutien et des conseils techniques supplémentaires pour être menées à bien. Les efforts se concentreront sur la mise en place d'une plate-forme nationale multipartite consacrée à la nutrition et de plates-formes similaires au niveau provincial ; l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation ; la mise en place de réseaux SUN pour les universités et les entreprises ; et la garantie d'une augmentation urgente des investissements dans la nutrition de la part du gouvernement et de la communauté des bailleurs de fonds.